



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale de la concurrence
de la consommation
et de la répression des fraudes

CONCOURS D'INSPECTEUR DE LA CONCURRENCE DE LA CONSOMMATION ET DE LA REPRESSION DES FRAUDES DU 17 janvier 2023

Concours externe dominante juridique et économique

ÉPREUVE N° 2 : Option B → Économie

Réponse à des questions et/ou commentaires d'un ou plusieurs textes

(Durée 3 heures - coefficient 1)

LES DEUX QUESTIONS DOIVENT ÊTRE TRAITÉES

Quels leviers mobilisés pour soutenir la réindustrialisation de l'économie française ? (13 points)

En vous appuyant notamment sur l'article des Echos vous expliquerez les raisons du déficit commercial structurel de la France et présenterez les outils dont disposent les pouvoirs publics afin de le réduire à l'avenir. (7 points)

L'envolée des importations d'électricité fait plonger le déficit commercial de la France

Par Claude Fouquet

Publié le 8 nov. 2022

L'Hexagone affiche un déficit record de 16,8 milliards en septembre. Sur un an, il avoisine désormais 150 milliards. Les achats d'énergie, et principalement d'électricité du fait de l'arrêt de plus de la moitié des réacteurs nucléaires, expliquent cette dégradation. Les exportations affichent une dynamique encourageante.

C'est devenu une triste habitude pour l'administration des Douanes. Chaque mois, elle annonce une nouvelle détérioration du déficit commercial de l'Hexagone. Septembre ne fait pas exception avec un déficit de 16,8 milliards d'euros, supérieur à celui du mois d'août qui a été revu à la hausse à 15,9 milliards d'euros.

Sur l'ensemble du troisième trimestre, le déficit commercial « se détériore de 7,3 milliards d'euros par rapport au trimestre précédent pour atteindre 47,6 milliards », indiquent les Douanes. Et de préciser que le déficit des échanges commerciaux français se creuse « pour le septième trimestre consécutif ».

Sur un an, le déficit avoisine déjà les 150 milliards

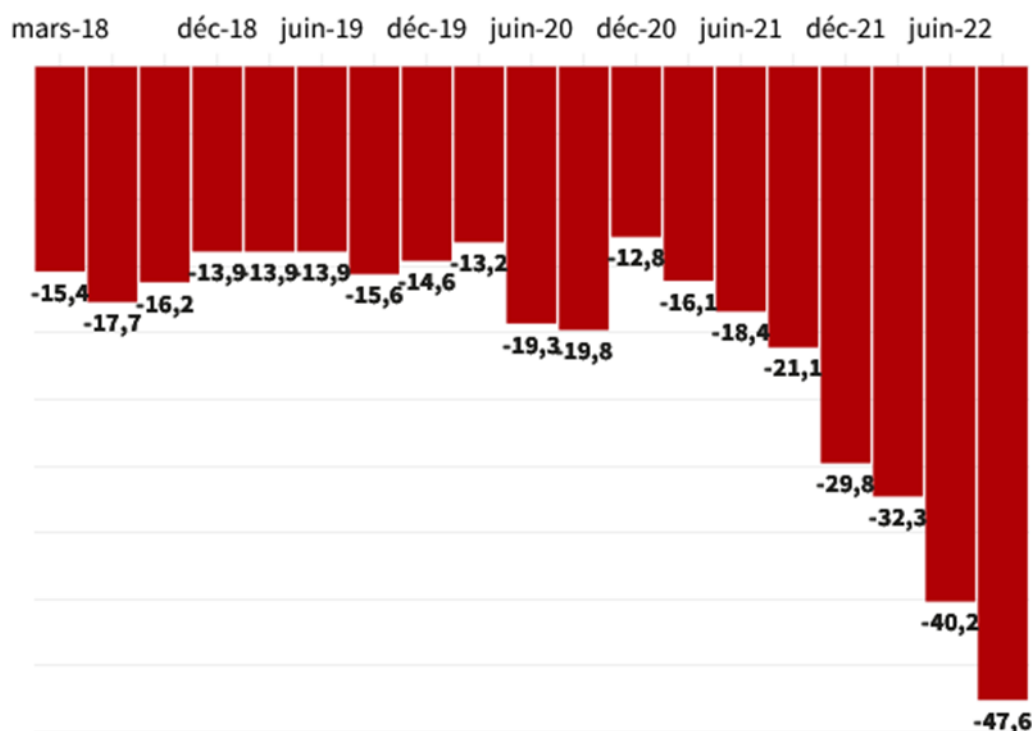
Sur douze mois, le trou du commerce extérieur grimpe désormais à 149,9 milliards d'euros. Et se rapproche de plus en plus du seuil anticipé par le gouvernement pour l'ensemble de 2022, avec un grand risque de le dépasser. Un déficit historique qui avoisinerait les 200 milliards d'euros cette année est même envisageable dorénavant si le rythme actuel de détérioration se maintenait.

Selon le projet de loi de Finances pour 2023, le déficit commercial français devrait atteindre 156 milliards d'euros cette année. Soit un peu moins du double de celui de 2021 (85 milliards), qui était déjà un record. Et, toujours selon les projections de l'exécutif, l'Hexagone ferait à peine mieux l'an prochain, à 154 milliards selon le PLF.

Les raisons des contreperformances à répétition du commerce extérieur français sont connues. Déficitaire depuis maintenant dix-neuf ans, il a accentué son plongeon avec l'envolée de la facture énergétique, le ralentissement du commerce mondial et la dépréciation de l'euro face au dollar.

Le solde trimestriel du commerce extérieur

En milliards d'euros



SOURCE : Douanes



Les achats d'électricité s'envolent de 178 %

Mais c'est bien évidemment la facture énergétique qui pèse le plus. La croissance des importations ce trimestre, qui atteignent 207,5 milliards d'euros (en hausse de 8 %), « est due pour moitié à l'énergie (+20,6 %), dont la facture poursuit sa hausse ininterrompue depuis le quatrième trimestre 2020 », détaillent les Douanes.

Cette hausse du déficit énergétique qui représente 7,3 milliards sur le trimestre est, « contrairement aux deux trimestres précédents », portée « majoritairement » par l'électricité dont les achats, principalement effectués auprès du Royaume-Uni, de l'Espagne, de l'Allemagne, de la Belgique et de la Suisse, se sont envolés de 178,3 % sur le trimestre. Le solde de l'électricité est ainsi déficitaire de 4,8 milliards d'euros (en dégradation de 4,2 milliards). Un résultat largement lié au fait que plus de la moitié des réacteurs nucléaires sont à l'arrêt, soit pour cause de maintenance soit du fait de travaux relatifs à des problèmes de corrosion. Mais aussi à cause de la forte augmentation du prix du gaz, dont dépendent ceux de l'électricité, sur le marché européen.

Par comparaison, la hausse de 13,7 % des achats d'hydrocarbures pourrait presque apparaître comme modeste dans un contexte de reflux des prix.

Les importations hors énergie sont aussi orientées à la hausse. Les achats de produits manufacturés ont progressé de 5,2 % portés notamment par ceux des approvisionnements en matériel de transport (+13,1 %). Et plus particulièrement dans l'automobile (+11,8 %) mais aussi, « dans une moindre mesure », de l'aéronautique.

Du côté des exportations, la situation est tout autre. En hausse de 5,1 % sur le trimestre (à 153,1 milliards d'euros) « elles continuent de progresser à un rythme proche de celui du début de l'année ». Et s'avèrent toujours plus dynamiques que celles de nos voisins allemands, espagnols et italiens. Ce qui permet une stabilisation des parts de marché, après une série de reculs.

Hors matériel militaire, « plus des trois quarts de la hausse des exportations sont portés par les produits manufacturés », précisent les Douanes. Et notamment du matériel de transports qui bénéficie d'un « vif rebond » (+24,5 % après -5,3 %) des ventes d'aéronautiques. Celles du secteur automobile ont progressé aussi (10,1 %) et retrouvé leur niveau d'avant-crise.

Les exportations agricoles sont aussi très bien orientées. Elles ont enregistré une hausse de 24,2 %, qualifiée d'« inédite depuis 2009 » par les Douanes. De fait, « portées par un cours du blé élevé et une moindre concurrence de l'Ukraine, les ventes de produits agricoles atteignent un niveau record », ce qui conduit aussi à un excédent agricole record de 2,2 milliards d'euros au troisième trimestre.